

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
LE 27 MARS 1975



# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.

DÉCLARATION DU  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE  
ALLAN J. MAC EACHEN,  
LE 27 MARS 1975

"INDOCHINE"

Le gouvernement et le peuple canadien ont ces jours derniers suivi de près l'évolution de la situation au Viet-Nam et au Cambodge. En ce qui concerne le Viet-Nam, nous étions naturellement au courant des violations des Accords de Paris; celles-ci ont cependant atteint un niveau qui laisse voir que l'armistice a presque totalement été rompue. Nous avons cru depuis longtemps que de tels problèmes ne devraient pas être résolus par la force des armes et nous regrettons profondément que les parties impliquées n'aient pu trouver une solution politique pacifique en conformité avec les Accords de Paris.

Le Canada parce qu'il n'est pas partie aux Accords, ne peut, cela va sans dire, jouer un rôle politique d'importance dans le développement actuel de la situation en Indochine. Cependant, pour des raisons humanitaires, nous sommes profondément attristés par la souffrance humaine engendrée par le conflit dans cette région et nous ne pouvons qu'espérer qu'une solution pacifique et juste pourra être trouvée qui puisse rendre cette situation plus supportable. Le Canada peut et devrait faire quelque chose pour minimiser la souffrance des populations civiles en Indochine. A cet égard, je suis heureux d'être en mesure d'annoncer que je viens d'autoriser une contribution de ~~\$1.75 millions~~ en appui aux programmes de secours du Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies, du Fonds du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du Groupe d'Opérations de l'Indochine de la Croix-Rouge internationale. De plus, étant donné l'aggravation sérieuse de la situation des réfugiés ces derniers jours, j'ai chargé mes fonctionnaires de finaliser un projet prévoyant une contribution monétaire additionnelle d'importance équivalente destinée aux organisations internationales s'occupant de secours aux réfugiés. Nous explorons aussi la possibilité d'envoyer, dès que possible, des secours matériels vers ces régions tels que, si nécessaire, de la nourriture, des fournitures médicales et des logements temporaires. Enfin, vu l'ampleur du problème, nous sommes en contact avec les organisations internationales pertinentes afin de discuter d'autres mesures à prendre pour adoucir cette triste situation. Bien que nous soyons très conscients de notre impuissance à exercer quelque influence politique sur les événements tragiques qui s'étendent maintenant à la région nous pouvons agir sur le plan humanitaire pour venir en aide à ceux qui souffrent.

J'aimerais finalement profiter de cette occasion pour fournir certains détails sur la situation des Canadiens présentement en Indochine. Des quelque 80 Canadiens enregistrés à notre ambassade à Saïgon, la plupart de ceux-ci étant des missionnaires et des employés d'Organisations à objectifs similaires, à peu près la moitié se trouvent dans la région de Saïgon. Douze Canadiens qui travaillaient dans les provinces de Kontum et de Pleiku ont pu rejoindre des régions plus sécuritaires avant que ces provinces n'aient été abandonnées par les forces de la République du Viet-Nam. Les Canadiens se trouvant dans d'autres régions dangereuses, telles que Danang, Qui Nhon, Nha Trang, Dalat et Long Xuyen se sont réfugiés à Saïgon ou vont le faire dans les jours qui viennent. Finalement, je me permettrai d'ajouter que nous sommes à établir des mesures de prévoyance au cas où il deviendrait nécessaire d'aider les Canadiens à quitter Saïgon ou d'autres régions du pays.